

# CCSPL

Lundi 14 janvier 2019

# Ordre du Jour



## Ordre du jour:

Avis sur le principe d'une délégation de service public d'Infrastructures de Recharges pour Véhicules Electriques sur le périmètre du SDE 07.

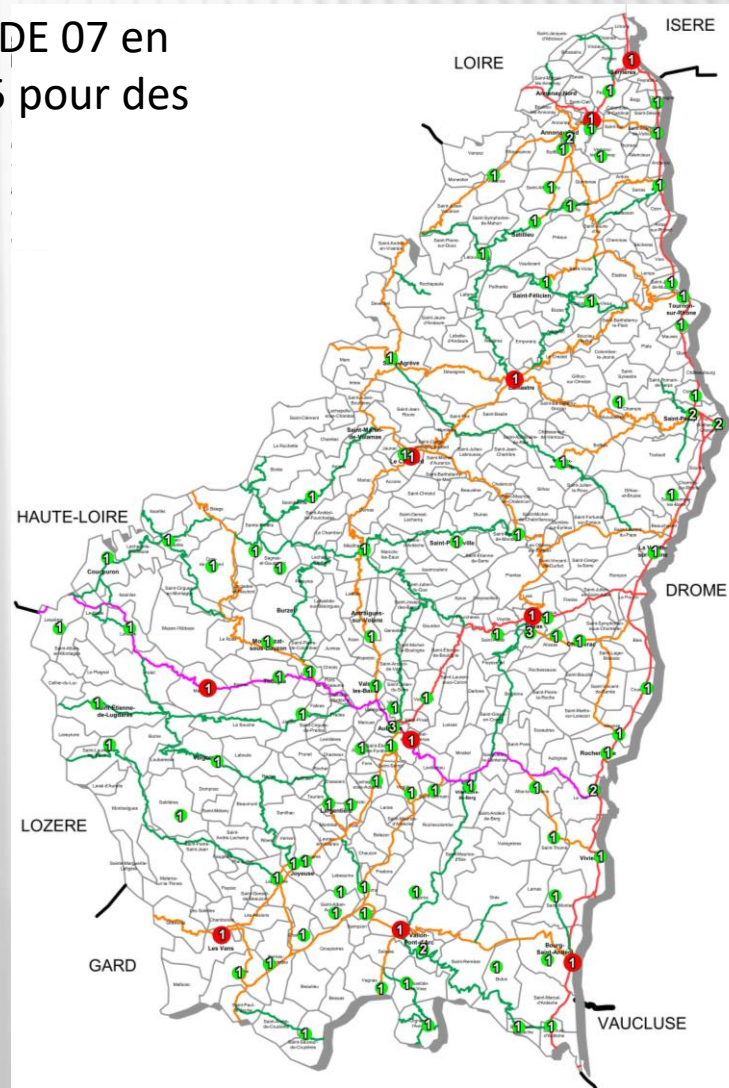
- Contexte de la DSP
- Proposition des différents mode de délégation
- Caractéristiques du contrat
- Planning prévisionnel

# Contexte



Origine du projet: Etude de faisabilité conduite par le SDE 07 en 2014 et dispositif d'aides de l'Etat mis en place en 2015 pour des projets réalisés avant l'été 2018

- Le SDE 07 s'est doté de cette compétence optionnelle en juillet 2014
- A décembre 2018, 102 communes ont transféré leur compétence au SDE 07 et 111 bornes de recharge accélérée et rapide ont été déployées sur l'Ardèche
- Le réseau est déployé au travers d'un groupement de commande avec les syndicats d'énergie de la Haute Savoie, la Drôme, l'Isère et des Hautes Alpes. Le tout formant le réseau « eborn ».



# Contexte



- A décembre 2018, 350 abonnés au réseau du SDE 07 pour plus de 700 opérations de charge mensuelles et près de 35 000km d'autonomie délivrés par mois
- Actuellement le service est géré en régie par le SDE 07, avec un marché de fournitures et services conclu avec SPIE en 2016.
  - ✓ Le déploiement du réseau, sous maîtrise d'ouvrage du SDE 07, a été achevée en juin 2018
  - ✓ Le marché de fournitures et services passé en groupement de commande au niveau d'eborn arrivera à échéance en février 2020
  - ✓ Le service, actuellement déficitaire, pourrait trouver un équilibre économique sur les années 2020
  - ✓ Cet équilibre économique ne pourra être atteint qu'avec une offre de services en adéquation avec les attentes des usagers, et avec une capacité commerciale de développement du réseau
- **Objectif** : Disposer d'un mode de gestion permettant un développement pérenne du réseau sur la durée, fonction de l'évolution du marché du véhicule électrique

# Contexte



## Étapes :

- Le rapport de présentation (art. L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales)
- L'avis de la commission consultative des services publics locaux (art. L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales)
- L'avis du comité technique
- La délibération sur le principe de la délégation de service public (art. L. 1411-4 du Code général des collectivités territoriales)
- Les opérations de publicité (art. L. 1411-1, L. 1411-5 et R. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales)
- L'examen des candidatures reçues (art. L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales)
- Le dépôt des offres par les candidats
- L'analyse des offres
- Les négociations avec les candidats présélectionnés (art. L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales)
- La délibération d'attribution de la délégation de service public

# Mode de délégation



## Mode de délégation

- La gestion publique ou régie
- La gestion déléguée
  - La gérance
  - La concession avec financement des investissements de premier établissement et versement de la rémunération par l'autorité concédante (désignée classiquement par l'appellation de régie intéressée).
  - La concession avec investissements de premier établissement à la charge du concessionnaire
  - La concession avec investissements de premier établissement à la charge de l'autorité concédante (désignée classiquement par le terme d'affermage)

# La gestion publique ou régie



Le code général des collectivités territoriales (articles L.2221-1 à L2221-14) offre aux collectivités le choix entre deux formules de régie : la régie avec simple autonomie financière et la régie avec autonomie financière et personnalité morale.

La régie avec simple autonomie financière est administrée par un conseil et un directeur nommé par l'assemblée délibérante de la collectivité. Elle dispose d'un budget propre.

La régie avec autonomie financière et dotée de la personnalité morale possède une personnalité juridique propre et un patrimoine distinct de la collectivité à laquelle elle est rattachée.

Quel que soit son statut juridique, le personnel employé par la régie et affecté au service relève en principe du droit privé, exception faite du directeur et du comptable public.

Pour le reste, elle est soumise à un régime de droit public prédominant : Code des marchés publics et comptabilité publique.

# La gestion publique ou régie



En l'espèce, le Groupement souhaite la mise en place d'une gestion unique des IRVE à l'échelle de leur territoire.

Son fonctionnement présente certaines lourdeurs sur le plan administratif, financier et comptable ; la complexité technique des installations à exploiter accroît les risques d'engagement de la responsabilité qui reste portée par la collectivité

La gestion du service par le Syndicat nécessiterait, outre l'acquisition de moyens techniques (matériels, etc.), l'embauche de personnel d'exploitation.

**Au regard de l'ensemble des inconvénients qu'elle présente, notamment en termes de risque technique lié à l'exploitation du service et du coût important des moyens à développer par le Syndicat pour l'exploitation directe du service, une gestion en régie n'est pas préconisée.**

# La gestion déléguée



La gestion déléguée du service se fait à travers plusieurs catégories de contrats et notamment :

- la gérance ;
- la concession avec investissements de premier établissement à la charge du concessionnaire ;
- la concession avec investissements de premier établissement à la charge de l'autorité concédante (désignée classiquement par le terme d'affermage) ;
- la concession avec financement des investissements de premier établissement et versement de la rémunération par l'autorité concédante (désignée classiquement par l'appellation de régie intéressée).

Ces quatre types de contrats peuvent être divisés en deux familles :

- la famille des contrats dans lesquels la collectivité conserve les risques financiers de l'exploitation et la maîtrise des tarifs : la gérance ;
- la famille des contrats « aux risques et périls » de l'exploitant qui regroupe les catégories de concession susvisées.

# Le contrat de gérance



Le contrat de gérance a pour objet de confier à un tiers extérieur aux services de la collectivité, la responsabilité de gérer le service public en son lieu et place mais présente une particularité dans la mesure où l'exploitant est rémunéré forfaitairement par la collectivité directement au vu du compte d'exploitation prévisionnel du service établi sur la durée du contrat.

Or, dès lors que la rémunération est versée par la collectivité indépendamment des résultats d'exploitation, le contrat de gérance ne rentre pas dans la logique d'une concession.

La collectivité décide seule des tarifs, conserve les bénéfices et le cas échéant rembourse les déficits au gérant qui perçoit une rémunération forfaitaire. Dans une telle configuration, le cocontractant de la collectivité n'est donc pas soumis à une réelle exposition aux aléas du marché et il n'assume pas le risque d'exploitation.

Par ailleurs, il est généralement préférable pour une collectivité de transférer à un tiers les risques et périls de l'exploitation, où la mise en œuvre et l'exploitation sont régies conjointement par les règles de sécurité qui s'imposent à tout opérateur.

**Pour ces différentes raisons, un montage sous forme de gérance n'est pas adapté.**

# Régie intéressée



Comme le contrat de gérance, le contrat de régie intéressée a pour objet de confier à un tiers extérieur aux services de la collectivité la responsabilité de gérer le service public en son lieu et place.

Cependant, dans un contrat de régie intéressée, le fonctionnement du service est essentiellement défini par la collectivité. Le régisseur est rémunéré selon une formule complexe comportant un minimum garanti par le contrat auquel s'ajoutent, le cas échéant, des primes de gestion en fonction des résultats de l'exploitation.

Selon la part respective des primes par rapport à la rémunération forfaitaire, le contrat est qualifié de délégation de service public ou non (*Conseil d'Etat, 30 juin 1999, SMITOM*).

Un tel montage implique un suivi approfondi et complexe du service.

**A ce titre, il n'est pas préconisé.**



Conformément à l'article 6 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession, les contrats de concession peuvent déléguer un service public.

Le concessionnaire est chargé d'exploiter le service concédé en se rémunérant auprès des usagers.

Il peut être chargé de construire les ouvrages ou d'acquérir les biens nécessaires au service concédé.

L'hypothèse dans laquelle la collectivité concédante confie, outre l'exploitation du service public concédé, la construction des ouvrages de premier établissement et la charge des investissements ultérieurs de développement et de renouvellement des ouvrages.

Il s'agit alors généralement d'un contrat de longue durée (en raison de la durée d'amortissement du réseau) ;

# Affermage



L'hypothèse dans laquelle le concessionnaire n'est pas maître d'ouvrage des travaux de premier établissement et développement des réseaux.

Les ouvrages sont remis par la collectivité au début de l'exploitation.

C'est pourquoi, la durée des contrats d'affermage est moins longue que celle des contrats de concession.

Il est également possible de « mixer » ces deux options. Un contrat de concession peut, par exemple, charger le concessionnaire, de réaliser sous sa responsabilité et à ses frais un programme de travaux bien défini.

La durée du contrat doit alors être déterminée en fonction de l'amortissement de cet investissement par le concessionnaire.

# Mode de gestion proposé



La maîtrise du coût de l'exploitation: le coût de l'exploitation est bien maîtrisé dans la mesure où la rémunération du délégataire est pour partie assurée par les résultats de l'exploitation.

La responsabilité de l'exploitant: il se substitue à la collectivité à l'égard de la tierce victime, en ce qui concerne les dommages causés par une mauvaise conception, un vice de construction, ou des conditions d'exploitation dommageables. L'exploitant est directement responsable, dès lors qu'il a vocation à être titulaire de l'autorisation d'exploiter. De façon générale, la délégation de service public a pour effet de responsabiliser le délégataire.

Le haut degré de technicité du métier, les responsabilités juridiques engagées et l'évolution de la réglementation incitent à retenir le principe d'une gestion du service en délégation.

La possibilité récente de mettre en place un groupement pour la passation et l'exécution du contrat par plusieurs autorités concédantes.

**Ainsi, la gestion par concession sous forme de Délégation de Service Public semble la plus satisfaisante.**

# Caractéristique du contrat



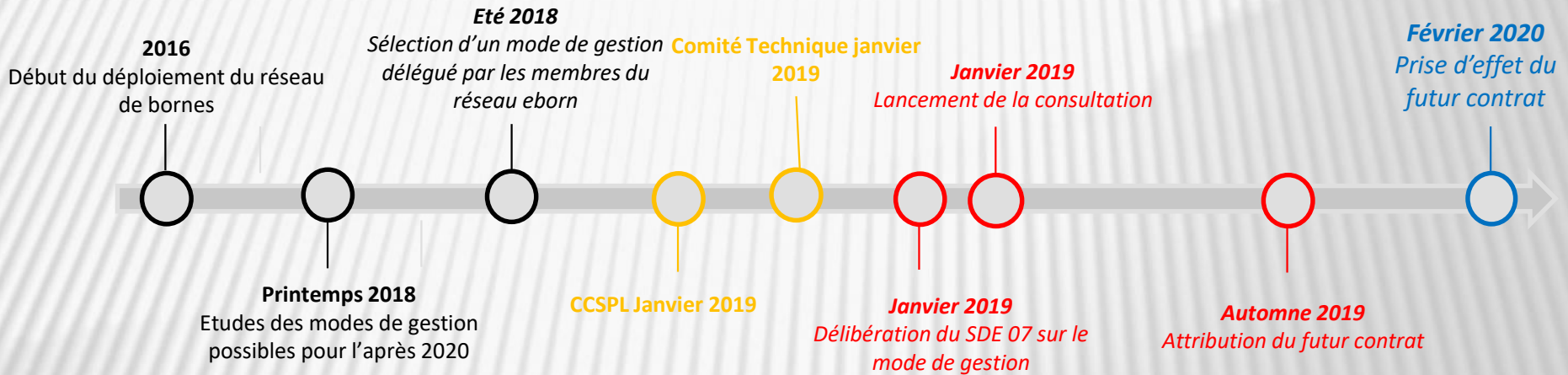
## Caractéristiques principales du contrat

- Réseau d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques et hybrides rechargeables
- Contrat de concession au sens de l'ordonnance de janvier 2016
- Passé en groupement de commande sur un périmètre interdépartemental
- La collectivité pourra contribuer au déficit d'exploitation sur les premières années du contrat
- Durée du contrat : 8 ans

## Prestations assurées par le délégataire

- Conception, financement et réalisation des nouvelles infrastructures en complément des infrastructures réalisées par le SDE 07;
- Exploitation, entretien et renouvellement des infrastructures;
- Alimentation des infrastructures en électricité d'origine 100% renouvelables;
- Fourniture d'un service permanent, durable et de haute qualité aux usagers;
- Renforcement de l'interopérabilité des infrastructures au niveau national et international;
- Perception des recettes du service auprès des usagers.

# Planning prévisionnel



# Avis de la CCSPL

L'avis de la CCSPL est sollicité sur :

- **le projet de concession sous forme de Délégation de Service Public portant sur les Infrastructures de Recharge pour Véhicules Electriques et hybrides rechargeables sous compétence du SDE 07**



**Merci de votre attention.**